

Des organisations de droits de l'homme dénoncent à l'ONU 327 disparitions en Colombie

Image not found or type unknown



Bogota 1 juillet (RHC) Des organisations de défense des droits de l'Homme ont dénoncé de "graves violations" contre des manifestants en Colombie et elles ont demandé à l'ONU de condamner la "brutale répression" de la force publique.

Dans un communiqué adressé à l'Organisation des Nations Unies (ONU), les organisations colombiennes des droits de l'homme, soutenues par 300 autres organismes du monde entier, ont dénoncé les "tortures" et les "centaines de disparitions" parmi les manifestants qui, depuis plus de deux mois, protestent contre le gouvernement du président colombien, Iván Duque.

"Depuis le 28 avril et jusqu'au 28 juin, 83 homicides, 327 personnes disparues et des milliers d'arrestations arbitraires ont été signalés", lit-on dans le rapport, qui sera remis au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, en Suisse, où l'organisme se réunira du 21 juin au 13 juillet.

Le document indique que 27 des personnes tuées étaient des "victimes" de l'escadron mobile antiémeute (Esmad) et que d'autres ont été tuées par des "civils armés non identifiés, qui agissent souvent avec la complicité d'agents des forces armées de l'État".

Le rapport précise également que "quelque 3 200 manifestants" ont été détenus "arbitrairement" sans garantie de leur droit à une procédure régulière, ce qui les a exposés à des "tortures et traitements cruels, inhumains et dégradants". "Un autre fait particulièrement préoccupant est la pratique de la disparition forcée [...] À ce jour, 327 personnes sont toujours portées disparues", indique-t-il.

La police antiémeute Esmad a une fois de plus réprimé des manifestants antigouvernementaux à Bogota, la capitale de la Colombie, ont dénoncé des groupes de défense des Droits de l'Homme.

Selon le texte, les violences contre les manifestants comprennent "des passages à tabac, des coups de poing avec des objets contondants, des décharges électriques, des menaces de disparition forcée, la nudité forcée et la violence sexuelle et sexiste, y compris le viol".

En outre, le rapport indique que les groupes autochtones et les minorités, les défenseurs des droits de l'homme, le personnel médical et les journalistes sont particulièrement visés.

L'explosion sociale dans le cadre de la grève nationale dure depuis deux mois en Colombie. Les Colombiens sont descendus dans les rues des principales villes, sous le mot d'ordre "Pour la vie, la paix, la démocratie et contre les politiques néolibérales du gouvernement d'Ivan Duque".

Les indignés ont exigé justice pour les assassinats, des centaines de disparus, des milliers de blessés et des dizaines de victimes de lésions oculaires par la police et l'Esmad, qui ont violemment attaqué les manifestants.

L'organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) pour les Amériques a signalé ce même jour qu'elle avait reçu 81 plaintes "crédibles" faisant état de décès survenus dans le cadre de manifestations en Colombie.

Par ailleurs, la désapprobation du président Iván Duque est passée de 59 à 76 pour cent, depuis le début des mobilisations antigouvernementales en Colombie, a révélé aujourd'hui un sondage de la société Invamer.

Selon l'étude, seulement 23 % des Colombiens approuvent la gestion du présidente que la population tient pour responsable de la violence dans le contexte de la grève nationale.

Dans une autre section, le sondage a posé des questions sur la gestion des maires et leur acceptation par les citoyens, et dans ce sens Mme le Maire de Bogota, Claudia Lopez, a une acceptation de 47 pour cent, tandis que 50 pour cent désapprouve son travail.

D'un autre côté, 82 % des habitants de Bogotá pensent que la situation dans la capitale colombienne empire.

La grève nationale en Colombie a commencé le 28 avril dernier contre une réforme fiscale proposée par le gouvernement de Duque qui augmenterait les impôts et affecterait la classe moyenne et les plus pauvres.

Bien que la réforme fiscale présentée par l'exécutif ait été retirée deux jours après les mobilisations massives, la protestation sociale continue.

Dans ce scénario, la répression policière fait des dizaines de morts, des centaines de blessés et de disparus, des abus sexuels, des lésions oculaires, des tortures et des disparitions, selon des allégations d'organisations des droits de l'homme.

La communauté internationale exhorte le gouvernement à freiner l'action de la police, qui dispose de moyens militaires, par décret, et insiste sur le respect des droits de l'homme.

Source Hispan TV

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/262507-des-organisations-de-droits-de-lhomme-denoncent-a-lonu-327-disparitions-en-colombie>



Radio Habana Cuba